

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1896-1897.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1897.

FEUILLETON AU 10 MARS 1897.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numeros du feuilleton	Numeros du registre des pétitions.	
1.	2075.	Par pétition datée de Soignies, le 15 décembre 1896,
	2164.	Des instituteurs du canton de Soignies proposent des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire et émettent plusieurs vœux relatifs à la pension des membres du personnel enseignant primaire. Même pétition d'instituteurs du canton de Tongres.
		<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i>
2.	2076.	Par pétition datée de Quaregnon, le 30 janvier 1897,
	2097.	Le collège des bourgmestre et échevins de Quaregnon transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité tendant à voir le Gouvernement créer une caisse centrale de retraite, sous la garantie de l'État, au profit des employés des communes et des administrations charitables qui en dépendent.
	2109.	
	2119.	
	2127.	
	2135.	
		Même vœu émis par les conseils communaux de Roulers, La Bouverie, Saint-Trond, Enghien et Rochefort.
		<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i>

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 3. | 2077.
2084.
2110.
2150. | <p>Par pétition datée de Fauvillers, le 28 janvier 1897,</p> <p>Des instituteurs du canton de Fauvillers proposent des modifications à certaines dispositions des lois et des règlements relatifs à la pension des instituteurs et professeurs communaux.</p> <p>Même pétition d'instituteurs des cantons de Lennick-Saint-Quentin, Grammont, Sottegem et Ninove.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 4. | 2078.
2079.
2081.
2089.
2095.
2105.
2111.
2120.
2150.
2157.
2142.
2145.
2154.
2165.
2169.
2181. | <p>Par pétition datée de Hamme, le 31 janvier 1897,</p> <p>Le sieur Gowie, instituteur à Hamme, prie la Chambre de reviser, dans le sens qu'il préconise, la loi sur les pensions des instituteurs primaires.</p> <p>Même pétition du sieur Vanden Broeck, instituteur à Grembergen, d'instituteurs d'Anseghem et de Zele, du sieur Vandenbussche, instituteur à Bossuyt, d'instituteurs de Coyghem, du sieur Van Oosthuysse, instituteur à Aelbeke, d'instituteurs de Cuerne, Heurle-Tixhe, Termonde, Zele, du sieur Hollemaert, instituteur à Avelghem, d'instituteurs de Calcken et Grembergen, des sieurs Surmont, instituteur à Avelghem, Meersseman, instituteur à Lendeledede, Buggenhout, instituteur à Opwyck, d'instituteurs d'Eeckeren, Tieghem, Vichte, Courtrai, Eccloo, Lillo, Oycke, Renaix, du sieur Beyaert, instituteur à Lozer-Huyse, d'instituteurs de Quaremont, Zwevelghem, Waereghem, du sieur d'Hondt, instituteur à Audenarde, d'instituteurs de Hnyse, Melden, Nukerke, Stabroeck, Harlebeke, Sleydinge, Bevere lez-Audenarde, Sulsicque, Eine, Mullem, du sieur Bruyneel, instituteur à Audenarde, d'instituteurs de Caprycke, Mooreghem, Etichove, Heestert, Moen, Heurne, Adegem, Asper, Maeter, Nokere, Ruyem, Saint-André lez-Bruges, de la dame Verroken, à Audenarde, du sieur De Walsche, instituteur à Bassevelde, d'instituteurs de Bocholt, Hulste, Bavichove, du sieur Mandervelt, instituteur à Peer, et d'instituteurs de Lembeke.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 5. | 2082. | <p>Par pétition datée de Liège, le 3 février 1897,</p> <p>Le sieur Spineux, à Liège, propose des modifications</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

à certaines dispositions de la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

6. 2083. Par pétition datée de Termonde, le 3 février 1897,
2148. Le sieur Clément, président du conseil de prud'hommes de Termonde, transmet un vœu émis par le dit conseil en faveur de la création par le Gouvernement d'un insigne que les conseillers prud'hommes seraient autorisés à porter dans l'exercice de leurs fonctions.

Même vœu émis par le conseil de prud'hommes d'Ostende.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

7. 2085. Par pétition datée de Gand, le 1^{er} février 1897,
Le sieur De Vos, médecin militaire pensionné, à Gand, rappelle ses pétitions antérieures relatives à sa mise à la retraite et sollicite l'intervention de la Chambre pour qu'une indemnité lui soit accordée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.*

8. 2087. Par pétition datée de La Hestre, le 1^{er} février 1897,
Le collège des bourgmestre et échevins de La Hestre transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'abolition de la conscription et du remplacement et de l'établissement du service personnel limité à la durée strictement nécessaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.*

9. 2088. Par pétition datée de Berchem-Sainte-Agathe,
Des propriétaires de vergers à Ganshoren, Berchem-Sainte-Agathe et Laeken exposent le préjudice que leur cause l'établissement de fours à briques à proximité de leurs demeures et ils demandent que les experts chargés d'évaluer les dommages soient choisis et nommés par le Gouvernement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 10. | 2096. | Par pétition datée de Bruges, le 17 janvier 1897,
Les géomètres du cadastre de la province de la Flandre occidentale proposent des mesures tendant à améliorer leur position.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 11. | 2098. | Par pétition datée de Jemeppe, le 6 février 1897,
La dame Mathieu, à Jemeppe, expose que son mari est mort accidentellement dans un charbonnage; elle sollicite l'intervention de la Chambre pour qu'une indemnité lui soit octroyée.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.</i> |
| 12. | 2099. | Par pétition datée d'Ixelles, le 9 février 1897,
Le sieur Nickmilder, à Ixelles, demande le vote d'une loi accordant à l'épouse qui a obtenu le divorce contre son mari fonctionnaire ou employé de l'État, une pension au décès de celui-ci, pension qui serait tout au moins proportionnée à ses années de mariage avec le défunt.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 13. | 2100. | Par pétition datée de Saint-Gilles, le 8 février 1897,
La dame Marie Lambert, à Saint-Gilles, sollicite une augmentation de pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 14. | 2114. | Par pétition datée de Esschen, le 7 février 1897,
La dame Peeters, à Esschen, veuve d'un ancien instituteur communal et adopté, sollicite une pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 15. | 2115. | Par pétition datée de Bruxelles, le 17 janvier 1897,
Des habitants de Bruxelles prient itérativement la Chambre d'introduire la disposition qu'ils proposent dans la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 16. | 2128.
2149. | <p>Par pétition datée de Sottegem,</p> <p>Des instituteurs du canton de Sottegem prient la Chambre de modifier le taux du traitement des instituteurs primaires, établi par la loi organique de l'enseignement primaire, dans le sens de la disposition votée par la Chambre, en première lecture, lors de la discussion du projet de loi apportant des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire.</p> <p>Même pétition d'instituteurs du canton de Ninove.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 17. | 2129. | <p>Par pétition datée de Carnières, le 11 février 1897,</p> <p>Le sieur Fronville, à Carnières, sollicite un secours.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 18. | 2131.
2180. | <p>Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 13 février 1897,</p> <p>Le collège des bourgmestre et échevins de Molenbeek-Saint-Jean proteste contre l'interprétation donnée par le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique à l'article 15 de la loi scolaire, concernant l'intervention de l'État dans les augmentations des traitements des membres du personnel enseignant, et il sollicite l'intervention de la Chambre pour que l'interprétation de la dite loi soit maintenue dans le sens de la circulaire ministérielle du 30 décembre 1895.</p> <p>Même pétition du collège échevinal de Schaerbeek.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 19. | 2136. | <p>Par pétition datée d'Anvers,</p> <p>Des négociants d'Anvers soumettent à l'examen de la Chambre une proposition de loi organisant une Chambre nautique près les tribunaux de commerce et revisant certaines dispositions du Code de procédure, des lois sur la compétence, sur le commerce maritime et sur le contrat de transport; ils prient la Chambre de voter une semblable loi.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 20. | 2141. | <p>Par pétition datée de Ham-sur-Heure, le 13 février 1897,</p> <p>Le collège des bourgmestre et échevins de Ham-sur-Heure transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur du service personnel et obligatoire.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.</i></p> |
| 21. | 2146. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 22 janvier 1897,</p> <p>Des boulangers d'Anvers demandent que la loi sur les sociétés coopératives soit strictement appliquée et que la Chambre vote une disposition édictant des peines contre ceux qui contreviendraient à la dite loi.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.</i></p> |
| 22. | 2147. | <p>Par pétition datée de Hamme lez-Termonde, le 18 février 1897,</p> <p>Le sieur Rotthier, à Hamme lez-Termonde, demande que la pension qui lui a été servie jusqu'en 1894, pour infirmités contractées pendant son service militaire, soit rendue définitive et viagère.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.</i></p> |
| 23. | 2151. | <p>Par pétition datée de Saint-Gilles, le 22 février 1897,</p> <p>Le sieur Ique, à Saint-Gilles, demande que les communes des Flandres et des provinces d'Anvers et de Limbourg soient administrées en langue flamande exclusivement.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 24. | 2156. | <p>Par pétition datée de Thuin, le 22 février 1897,</p> <p>Le collège des bourgmestre et échevins de Thuin transmet un vœu émis par le conseil communal de cette ville tendant à voir la loi sur les jeux de hasard traiter sur un pied d'égalité les villes de Spa, Ostende et Thuin.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |

Numéros
du
feuilleton.
25.

Numéros
du registre des
pétitions.
2157.

Par pétition datée de Namur, le 20 février 1897.

Le collège des bourgmestre et échevins de Namur transmet un vœu émis par le conseil communal de cette ville tendant à obtenir la suppression complète des jeux en Belgique, aucune ville n'étant exceptée de la prohibition.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

26.

2162.

Par pétition datée de Bruxelles, le 22 février 1897,

Le sieur Vander Sichel, à Bruxelles, sollicite l'intervention de la Chambre pour que l'officier ministériel et le magistrat désignés dans sa requête soient mis en demeure de répondre à une demande de renseignements concernant une affaire de succession.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

27.

2170.

Par pétition datée de Verviers, le 14 février 1897,

Des instituteurs de l'arrondissement de Verviers proposent des mesures tendant à améliorer la situation du personnel enseignant Froebel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

28.

2179.

Par pétition datée de Saint-Gilles, le 25 février 1897,

Le collège des bourgmestre et échevins de Saint-Gilles transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur du vote par la Chambre d'une loi consacrant l'égalité des charges militaires, l'abolition de la conscription et du remplacement et la réduction du service militaire à la durée strictement nécessaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.*

